

# Les universités locales, les universitaires locaux et la langue française

Qu'est-ce qui motive des établissements universitaires à mettre en place des enseignements en langue française et des universitaires bulgares, roumains ou turcs à s'y investir ?

Peut-on relever des changements, des pertes de motivation, parallèles à une dynamique qui s'épuise du côté des « investissements français » ? Comment les acteurs locaux considèrent-ils l'intervention d'universitaires français au sein des formations ?

## A. Les motivations initiales : label institutionnel et échanges entre universitaires et chercheurs

Au tournant de la décennie 1980-1990, la situation est très différente en Turquie, d'une part, en Bulgarie et en Roumanie, d'autre part, comme nous l'avons vu plus haut.

En 1990, les bouleversements des champs universitaires, la dynamique des échanges interuniversitaires, faisaient que tout échange était dans l'ensemble assez bienvenu pour les recteurs en poste. En Roumanie, la formation de l'ASE (gestion des affaires) et celle de sciences politiques (initialement, sciences humaines) ont été portées par cette dynamique des échanges interuniversitaires entre la France et la Roumanie (on l'a vu plus haut avec l'intervention de l'AUPEL-UREF et de l'ambassade de France), quant au collège juridique, il a été porté, par des dynamiques politiques.

En Bulgarie, les formations retenues ne se créent pas immédiatement au début des années 1990. La formation en gestion qui ouvre en 1995 est portée par une petite équipe d'enseignants, très isolée au sein de la faculté de sciences économiques, qui envisagent la mise en place d'enseignements en français. Le soutien de l'ambassade de France permet l'ouverture de la formation francophone, qui rencontre des résistances au sein de la faculté. Quelle est la motivation de cette petite équipe francophone ? Cela est difficile à dire, mais il est probable qu'il y ait la volonté de « prendre » une place au sein de la faculté, qui a monté les premières formations en partie en langue anglaise.

Les formations francophones qui se créent en Roumanie et en Bulgarie, au début des années 1990, qu'elles soient ou non pionnières au sein de leur faculté, se retrouvent associées à d'autres formations, de la même discipline, avec des curriculums similaires, dans d'autres langues (anglais, allemand, et parfois la langue locale)<sup>1145</sup>.

En Turquie, la situation est assez rigide (loi sur l'enseignement de 1981 – le YÖK), quoiqu'elle soit en train de s'ouvrir très légèrement avec l'autorisation à la création d'universités « de fondation ».

Nous avons vu l'aspect très politique des projets, avec l'impulsion forte de la Fondation de l'éducation Galatasaray. Ce qui a d'abord permis de créer le DSPA à l'université de Marmara - le « brouillon ». Cette dernière peut s'implanter à l'université de Marmara, avec le soutien du recteur de l'époque, sur une idée d'ouverture internationale.

« Et donc là, Marmara c'est un pur accident, c'est-à-dire à cette époque il n'y a pas la loi sur l'enseignement supérieur, qui va paraître quelques années après, la loi n'est pas encore prête [permettant de créer un établissement intégré]. Et donc un professeur de l'université technique du Moyen-Orient, BT, membre de la Fondation Galatasaray va, trouve un poste à l'université de Marmara. **Et le recteur de l'université de Marmara, qui est un politique, trouve assez bien, trouve que c'est une assez bonne idée d'avoir un soutien de la France pour un département francophone, et il pense en ouvrir aussi un germanophone, un anglophone, enfin bon il se lance un peu dans cette trajectoire-là.** » (Entretien, universitaire-expert MAE, projet DSPA, 1987-2003)

<sup>1145</sup> En sciences politiques, à l'université de Bucarest (Roumanie) ou à la NUB (Bulgarie), les formations francophones sont « pionnières ». C'est seulement en 1995 qu'ouvre une formation en sciences politique en roumain à l'université de Bucarest et en 1997, une formation en anglais. La formation francophone de la NUB ouvre en même temps que la formation en bulgare (1999). Il faut attendre 2011 pour qu'ouvre une formation en langue anglaise.

Nous ne revenons pas sur les motivations qui ont animées les membres de la Fondation Galatasaray, présentées plus haut.

Du côté des universitaires, en Bulgarie, en Roumanie, et en Turquie, au DSPA, les universitaires s'engagent volontiers et avec enthousiasme dans la création des formations, portées par des échanges soutenus entre universitaires.

La responsable de la formation en gestion de l'ASE au moment de notre enquête, jeune enseignante au début des années 1990, avait, à ce moment la sensation de participer à une aventure.

Quand c'est nouveau dans une faculté, qu'il y a tout à construire, je peux faire ce que je veux et faire appel à des gens d'autres facultés pour participer au programme. « J'avais le sentiment de pouvoir faire des choses nouvelles », c'était très « utile d'avoir des contacts permanents avec des professeurs français », des lectures en français. Les professeurs étaient vraiment très motivés pour intégrer la filière, les étudiants aussi. On avait une « sensation d'élitisme », que c'était des étudiants vraiment particuliers qui intégraient la filière. En Roumanie, dans le secondaire, les langues étrangères, en général, c'était des cours supplémentaires ou des cours particuliers. Le type de famille d'où ils étaient issus était très concerné par les études des enfants.

C'était très visible au début que nous avons ce public d'élites. Maintenant... je ne suis pas sûre... Pour moi il y a des différences importantes... Avant, ils étaient beaucoup plus en relation avec la France, c'était plus intéressant. Aujourd'hui, l'université roumaine est plus diversifiée, beaucoup de facultés proposent des cours ou des cursus en langue étrangère, surtout en anglais, qui est très utile maintenant pour la profession.

Il y a aussi une très bonne côte de l'allemand, car de nombreuses entreprises allemandes se sont implantées sur le marché roumain. Ceci a fait augmenter les effectifs de la filière germanophone. L'implantation des entreprises compte beaucoup pour le choix, l'orientation des étudiants.

Dans la plupart des cas, nos étudiants sont francophones, mais ils maîtrisent très bien l'anglais car ils savent qu'ils ne seront pas forcément embauchés dans une entreprise française ou francophone et même, je les ai entendu dire que même dans les entreprises françaises, on parlait anglais... (Entretien, prise de notes, responsable de formation, ASE / FABIZ, depuis 2004)

Les universitaires turcs que nous avons rencontrés qui ont participé à la création du DSPA témoignent tous de l'expérience enthousiasmante vécue au départ. Les rapports<sup>1146</sup> de mission des coordinateurs français confirment cet enthousiasme des premiers temps. Elle permet aux universitaires turcs d'échapper au carcan idéologique de l'époque qui pèse sur les universités et les universitaires : d'abord grâce à des échanges avec des universitaires français ; ensuite grâce à la situation du département, très éloignée de sa faculté de rattachement, isolé, sur les bords du Bosphore, dans un ancien palais ottoman, propriété de l'ambassade de France<sup>1147</sup>.

« PI- Nous sommes indépendants vis-à-vis de l'université, heureusement [grâce au bâtiment]. C'est pour ça qu'on est restés, on est libres de penser et libres d'enseigner ce qu'on a envie d'enseigner. **Avant, on appelait ça, le département, je vous ai dit déjà ?, la « République de Marmara » !**

CT-La « République de Marmara » ?

PI- Oui, « la République de Marmara ». C'est un peu une plaisanterie, bien sûr. Mais on était dans notre monde, qu'on gérait un peu comme on l'entendait, nous, les Français qui étaient là aussi. On n'est pas à l'abri de changements, de direction, ça va. Maintenant c'est les islamistes qui dirigent, avant c'était autre chose. » (Directeur du DSPA, 2006-2011)

« La République de Marmara » : l'appellation marque bien l'esprit d'indépendance qui anime la petite équipe.

Cet enthousiasme de l'équipe initiale se trouve bien résumée par exemple dans le rapport d'évaluation de 1998 :

« A l'origine les enseignants ont été attirés dans le département par la perspective d'une proximité avec un milieu intellectuel français, ainsi que par la liberté intellectuelle qu'on pouvait espérer trouver, en particulier en faisant confiance à la réputation du professeur YG [directeur (turc) du département, 1988-

---

<sup>1146</sup> Archives Nantes, carton 59.

<sup>1147</sup> Voir annexe 3, la convention de coopération entre l'ambassade France et l'université de Marmara.

1996]. Pour eux l'attrait de Tarabya venait de la possibilité d'y retrouver les caractéristiques de la vie intellectuelle qu'ils avaient appréciée au cours de leurs études ou des séjours universitaires qu'ils avaient pu effectuer en France. Progressivement s'est constitué un groupe de personnes que rapprochent l'intérêt pour les sciences politiques et des visions du monde suffisamment proches pour autoriser la discussion. Ils se glorifient de faire de la recherche et de publier en français et en turc de façon à écrire pour une clientèle turque et non pas seulement en anglais aux Etats-Unis. Le projet est véritablement soutenu par la mobilisation de ce noyau central d'enseignants turcs francophones<sup>1148</sup> qui sont fortement motivés en faveur de sa réussite. » (Rapport d'évaluation DSPA, CNRS / MAE, 1998)

L'équipe s'est constituée en équipe de recherche effectuant des travaux originaux sur la Turquie et le monde turcophone – dans un paysage peu marqué par la recherche, d'une part, et plutôt porté, en relations internationales, sur des comparaisons avec les Etats-Unis (Compte-rendu, 1995, archives Nantes, carton 59).

C'est pour faire survivre des échanges enthousiastes entre chercheurs bulgares et chercheurs français – initialement soutenus par l'ambassade France (1992-1997) - que la filière en sciences politiques de la NUB ouvre en 1999.

« Mais disons que ces contacts avec l'ambassade de France, nous ont permis en 92 de lancer déjà un premier heu projet, projet qui était financé par le MAE, le MAE, en France, et donc qui nous a permis de recevoir pendant cinq ans, presque six ans, chaque année, cinq collègues de science politique, surtout du CEVIPOF, qui faisaient des cours, devant les étudiants à la NUB, et aussi des étudiants de l'université de Sofia. Donc c'était une convention tripartite, donc signée par l'université de Sofia, la NUB et le CEVIPOF. Voilà. Qui a été renouvelée, etc. et qui a été financée jusqu'en, je pense 97. Voilà, six ans. [...] Puis, dans le cadre de ces échanges, de ce projet, chaque année il y avait une bourse pour deux mois pour un collègue bulgare qui allait faire ses recherches ou de préparer ses cours en France, à Paris. Donc, j'ai fait deux mois, et encore quatre de mes collègues ont fait deux mois de recherche, deux mois de recherche à Paris [...] au CEVIPOF<sup>1149</sup>, à l'époque. Puis, parce que je parle aussi personnellement, donc, en 91, non, en 92, j'avais cette bourse de recherche pour deux mois, et, non pas en 92, non, qu'est-ce que je raconte, c'était en 93, c'était le début de cette opération. Et après en 94, j'avais une autre bourse, qui était une bourse de la MSH à Paris, la Maison science de l'homme. Mais c'était disons un autre type de bourse, mais je travaillais toujours au CEVIPOF pendant deux mois. Cela m'a permis d'accumuler pas mal d'expériences [...] Et puis voilà pour vous expliquer pourquoi la filière, je vais vous expliquer pourquoi cela a été stoppé en 97. En plus, ça coïncidait avec la crise économique et politique, financière en Bulgarie, en 96-97, c'était la super inflation, donc les finances basculaient beaucoup. Et ça a été stoppé par le MAE...

Disons, qu'il y a eu plusieurs raisons pour l'arrêt de ce programme. Le ministère, l'ambassade nous expliquaient que l'ambassade ne peut pas financer à l'infini un projet pareil. Donc, on lance et puis après... Puis, ça a coïncidé avec un changement de l'ambassadeur, et aussi un changement, surtout, du directeur de l'Institut qui est aussi le conseiller culturel de l'ambassade. Donc ça a beaucoup changé pour nous. Un chimiste qui ne s'intéressait vraiment pas aux sciences sociales, qui voulait faire des économies, etc., donc ça a mal marché à un certain moment.

Mais, disons que de nouvelles possibilités s'ouvrent, et même si les contacts ne continuent pas à cette échelle intense... Mais quand même au cours de ce projet, ici à la NUB, on voit quand même une concentration de professeurs francophones, à la NUB. Et donc, en 99, on lance la filière avec l'adhésion de la NUB à l'AUF. » (Entretien, directeur de la formation de sciences politiques de la NUB, 1999)

Les échanges entre universitaires et/ou chercheurs de part et d'autre ont permis de tisser des relations intellectuelles interpersonnelles et de motiver fortement l'implication des acteurs locaux dans le fonctionnement d'une filière francophone.

Parmi cette euphorie des premiers temps, portée par des échanges fructueux, l'université Galatasaray semble faire un peu figure d'exception. C'est le cloisonnement entre universitaires français et turcs qui frappe à la lecture des rapports. C'est aussi ce cloisonnement qui nous avait frappée lors de notre séjour à Galatasaray (2000-2009). Il ne s'agit pas seulement du cloisonnement de l'équipe des enseignants de

---

<sup>1148</sup> En 1998, au moment du rapport, il ne s'agit plus que d'un noyau. Les rapports des années 1988-1994 montrent qu'au départ, l'ensemble de l'équipe était très motivée. Mais certains ont été appelés à d'autres tâches (doyen de faculté, journalisme...)

<sup>1149</sup> Centre d'études de la vie politique française, centre de recherche de la Fondation nationale de sciences politiques et du CNRS.

français par rapport au reste de l'université - ce qui constitue un autre cloisonnement. Mais du cloisonnement entre universitaires français et universitaires turcs présents sur le campus. A la différence du DSPA, le projet politique ne s'est pas transformé en projet d'échanges universitaires. Les échanges paraissent difficiles, comme on nous le dit, de part et d'autre (entretiens GSÜ). Certes des colloques sont organisés, il y a des tentatives de publications communes, mais cela ne se transforme pas en échanges suivis. Il est possible de trouver plusieurs raisons. D'abord le fait que cela se soit construit en faisant appel à des universitaires non francophones, à défaut d'universitaires turcs francophones disposés à intégrer l'établissement. Ce qui ne rendait pas les échanges aisés entre Français et Turcs. Il a pu se creuser ainsi, au fil des années, un chemin de non-communication. Ensuite, Galatasaray, université publique, est beaucoup plus dépendante des contraintes du YÖK, que le petit département de sciences politiques dans son palais ottoman. Cela n'est pas propre à favoriser des échanges intellectuels.

Quelles ont les motivations, au moment où, dans la plupart des contextes, les soutiens se sont épuisés, où l'anglais devient la langue majoritaire ?

## **B. Fin des soutiens et motivations des acteurs locaux**

La situation et les évolutions sont différentes en Turquie par rapport aux deux autres pays. Ceux-ci sont confrontés à une pénurie des effectifs, alors qu'en Turquie, c'est plutôt l'augmentation des quotas d'étudiants par l'autorité de tutelle qui pose problème.

En revanche, pratiquement dans tous les contextes, le ou les master(s) francophone(s) qui se sont créés ont été fermés. Ils ne réussissent pas à recruter suffisamment d'étudiants. A l'université Galatasaray, en 2009, la décision a été prise de ne plus faire de la langue française une condition de l'entrée en master. Beaucoup de masters ont ainsi basculé complètement au turc, avec parfois quelques cours en anglais, parfois quelques cours en français.

Les évolutions récentes montrent que plusieurs facteurs affaiblissent les formations en Bulgarie et en Roumanie.

Le creux démographique des années 1990, l'anglicisation des champs universitaires, les facilités d'accès aux universités européennes depuis 2007 aux étudiants bulgares et roumains (voir la partie sur les champs universitaires) contribuent à affaiblir la plupart des formations.

Les formations ont de plus en plus de mal à recruter un public disposant et de compétences en français et d'un intérêt pour les disciplines concernées et de compétences « scolaires ».

Elles ne peuvent plus pratiquer de sélection étant donné le faible nombre de candidats (cas de l'ASE depuis environ 2011-2012). Elles modifient leurs critères de sélection à l'entrée. Voire les supprime totalement, demandant seulement un « niveau de langue ».

Elles peuvent aussi modifier leur curriculum. A la NUB, alors que 80% des cours avaient lieu en français durant les quatre années de licence, depuis 2014-2015, seules les deux dernières années offrent un enseignement en français. Les deux premières années du cursus, les enseignements disciplinaires se déroulent en bulgare, associés à des cours de langue française.

En 2011, la première année de licence n'avait pas pu ouvrir, faute d'un nombre suffisant de candidats ; à l'université de Sofia, en 2010, seulement 8 étudiants ont pu intégrer la formation de licence (sur les 40 places disponibles).

Pourquoi les universités maintiennent-elles des formations en langue française ?

En Roumanie, comme nous l'avons déjà dit, les formations universitaires francophones permettent d'attirer un public francophone venu essentiellement, à l'ASE et à la faculté de sciences politique de l'université de Sofia, du Maghreb. Cela permet aux universités à la fois d'afficher un « bilan international » et de financer en partie leur formation grâce à un public s'acquittant de droits d'inscription assez élevés.

En général, le label « francophone », à côté d'autres labels, garantirait un certain prestige et fonctionnerait comme « argument de vente », selon l'un de nos interlocuteurs (SCAC, Bulgarie, 2010-2014)

« PI- C'est quelque chose de plus important vous savez pour les étrangers que pour nous en fait cette histoire [de langue française], parce qu'eux, eux ils s'en font un, comment dire, ils s'en font un argument de, un argument de vente, quoi. Alors que moi, à partir du moment où ils respectent la loi avec les Français, et que les choses se passent comme ça, il n'y a pas de souci. » (Entretien, ACU SCAC Bulgarie, 2010-2014).

Mais les formations apparaissent en sursis, soumises à la direction politique.

« PI- Le français. Moi j'aime bien le français, ça me plaît comme langue, je suis assez francophile. Et c'est, je ne sais pas, ça donne un sentiment de différence et d'une certaine manière d'excellence qui est assez agréable. On est l'unique filière francophone en sciences humaines dans le paysage universitaire.

Donc, c'est bien. **On aimerait bien la garder.** Mais ça dépend aussi de la volonté de l'université, le recteur actuel de l'université, il est professeur de français, donc il n'a donc pas protesté en voyant qu'il n'y ait que 20 et quelques étudiants, même si les consignes de l'université disent que si le nombre d'étudiants est moins de 30, alors on n'organise pas le programme. Donc, on lui a dit, écoutez, c'est une direction stratégique de la faculté, alors il faut... donc, il va accepter. Mais si le recteur, je ne sais pas, il était ingénieur, non, pas ingénieur parce que, mais physicien ou chimiste, peut-être qu'il ne serait pas aussi indulgent.

On craint un peu pour la survie de la filière, à cause du public qui diminue, et des exigences en termes de, du nombre d'étudiants et par ordre de conséquence, de financements. Parce que 25 ou 30 étudiants ne peuvent pas financer les salaires de je ne sais combien de profs. Mais on dit, écoutez, la filière roumainophone est bien peuplée, alors on s'arrange aussi entre nous, on est assez solidaires, tous ceux qui interviennent dans la filière francophone interviennent aussi dans une autre. » (Entretien, universitaire, SP-UB)

A côté de motifs institutionnels, comment les universitaires qui interviennent dans la formation, et dont la relève n'est pas toujours facile à assurer, adhèrent-ils à un curriculum en français ?

L'enthousiasme initial s'épuise, même s'il existe toujours des intérêts. La citation ci-dessus en donne une idée. On peut relever parmi les motivations diverses que nous avons recueillies lors des entretiens :

- un petit groupe d'étudiants, conscients de l'intérêt qu'il y a à disposer de plusieurs langues, beaucoup plus motivé, en général, que les groupes qui ont intégré des formations dans la langue locale ou en anglais ;

- un ancrage intellectuel initial – notamment en sciences politiques -, qui fait la spécificité de la formation.

- un attachement à une formation qu'on a contribué à construire...

Il y a aussi, comme en Turquie, des motifs qui nous sont plus rarement explicitement tenus que dans le contexte turc, et qui émanent plus volontiers d'universitaires déjà bien installés.

En 1994, l'Ambassade de France a lâché, alors que c'était un important bailleur de fonds avec l'AUF : ils ont permis notamment la création de la bibliothèque.

Ils ont tenu des « discours dégueulasses » à cause d'histoires de paperasserie. A cette époque, le gouvernement français a effectué un montage très important : le Collège juridique. En 1994, tous les fonds vont aller en faculté de droit, plus rien pour les sciences politiques.

En 1994, on aurait pu mettre fin à la filière : « les Français s'en foutent ; après tous, nous aussi... » On a décidé de continuer pour nous. Ce n'était pas à cause de la langue. Notre interlocuteur nous dit qu'il n'était pas « amoureux du français », mais à cause d'une culture politique importante et parce qu'il y avait les compétences en français dans la formation. Et on ne voulait pas spécialement remplacer la formation francophone par une formation en roumain.

En 1994, la filière en roumain a été imposée par le gouvernement roumain.

Et en 1997, on ouvrait une formation anglophone. (Entretien, prise de notes, doyen de la faculté SP-UB, 1994-2004)

La formation tient toujours, mais notre interlocuteur, précise que lui-même enseigne désormais en anglais.

En Turquie, l'accord international ne se discutant pas – sauf en cas de rupture diplomatique totale et durable entre la France et la Turquie<sup>1150</sup> -, institutionnellement « le français est langue des enseignements », mais avec des pratiques très variables. Plusieurs universitaires ne sont pas francophones. D'autres se sentent en insécurité linguistique, d'autres refusent d'enseigner en français, alors qu'ils ne perçoivent pas d'indemnité pour le faire et que les universitaires non francophones en sont, par la force des choses, « dispensés ». Pour d'autres – souvent les plus jeunes – cela ne pose pas de problèmes. Tous les cas de figure coexistent (Entretiens GSÜ).

En tout cas, le statut de la langue française est généralement un sujet de tensions entre la partie française – non tant les recteurs-adjoints français en poste que les représentants du MAE ou l'ambassade – et la partie turque.

Lors des comités paritaires de l'université Galatasaray, outre le rappel à recruter en priorité des universitaires turcs francophones, les autorités françaises demandent fréquemment aux autorités de l'université d'enjoindre les universitaires turcs francophones d'enseigner en français, de « prendre la relève ».

Pour plusieurs de nos interlocuteurs, cela leur semble dépourvu de sens, en tant que locuteur turc, s'adressant à un public turc, de donner un cours en français. Les connaissances priment, non la langue. A Marmara, au DSPA, le désengagement du gouvernement français, et, par voie de conséquence, le départ progressif des universitaires français, est démotivant.

Déjà en 1999 (période de désinvestissement, commencée à la création de l'université Galatasaray, qui sera suivie d'un nouvel investissement, provisoire, grâce au rapport d'évaluation), le coordinateur pédagogique français en poste au DSPA (1992-1999) note l'effet de ce désengagement. Dans le rapport du comité pédagogique et scientifique, tenu le 10 juillet 1999, après avoir rappelé la « règle curriculaire » du département (le français langue des enseignements), pointe toutes les difficultés à appliquer un programme en français (non-remplacement des universitaires turcs francophones ; spécialisations trop pointues pour lesquelles on ne trouve pas d'universitaires...). Il termine sur les conséquences du désinvestissement français : il s'agit moins d'un manque de compétences en langue française, mais de l'absence d'une « atmosphère francophone »<sup>1151</sup>.

« La francophonie ne saurait être dissociée de la transmission d'une expérience universitaire et de savoir-faire spécifiques, mais elle demeure la condition de ce programme de coopération. Elle se matérialise par le maintien du français comme langue de travail principale du département, et elle débouche sur la production de diplômés francophones de haut niveau.

Approximativement les deux tiers des cours inscrits au programme des quatre années de « lisans » sont officiellement dispensés en français. Les examens sur ces cours sont rédigés en français.

**Ne nous cachons pas, cependant, que la réalité ne se trouve vraisemblablement pas tout à fait à ce niveau.** Le principe pédagogique francophone de ce département repose initialement, rappelons-le, sur la prise en charge de la majorité des enseignements en français (à l'exception des cours dont l'objet impose l'utilisation de la langue turque, ou des cours très spécialisés pour lesquels il s'avère difficile de trouver des enseignants francophones) par des universitaires turcs francophones, certains ayant de surcroît acquis leurs titres universitaires en France. L'engagement a été plus que largement respecté. Mais la période pionnière s'estompant, il est inévitable et compréhensible, que l'application de ce principe se fasse moins rigoureuse. Par ailleurs, il est de plus en plus difficile de trouver les enseignants extérieurs au département pour des cours techniques en français, et si le choix des options proposées privilégie l'intérêt des sujets pour rester dans la ligne d'adaptation permanente de notre programme aux questions en pointe des différentes manières, cela se fait parfois au détriment de la dimension francophone.

**Il est donc souhaitable de rappeler les principes sur les parties du programme qui ne relèvent pas des exceptions légitimes à la règle,** mais aussi d'appliquer une transparence qui évite d'exposer les étudiants à l'obligation schizophrénique d'avoir à passer en français des examens sur des cours largement, sinon plus, dispensés en turc.

---

<sup>1150</sup> Et encore, on peut penser que comme le Lycée Galatasaray, où la France n'a jamais cessé d'envoyer des enseignants français, y compris pendant les pires moments diplomatiques, l'université constituerait l'ultime lien à préserver.

<sup>1151</sup> Cet ensemble est destiné aux deux parties en présence lors du comité - la rectrice de Marmara, la directrice turque du département, d'une part ; les représentants de l'ambassade, d'autre part – qui se sont chacune désinvestie à leur façon. La première, en ne remplaçant pas les enseignants du département (il existe des doctorants formés par le DSPA qui pourraient très bien obtenir un poste d'assistant) ; la deuxième en désengageant des moyens.

Il est également vrai que l'atmosphère francophone du département a pâti de la diminution drastique du personnel français puisque, après avoir compté jusqu'à neuf personnes en 1993, ce personnel s'est trouvé ramené à trois ces deux dernières années. **Outre que certains enseignements en français n'ont pu être remplacés, c'est aussi la tonalité quotidienne qui a été atteinte en supprimant des échanges fructueux entre collègues et de multiples occasions d'utilisation du français par les étudiants au gré des relations de conseils ou de simple convivialité.** » (Rapport directeur pédagogique, réunion comité pédagogique et scientifique, DSPA, 10 juillet 1999, archives « non officielles »).

A partir du milieu des années 2000, les soutiens du gouvernement français réduits à deux enseignants de français, la Fondation nationale de sciences politiques partie, seul le bénévolat permet de maintenir des relations avec l'extérieur.

Après quelques missions accomplies bénévolement soit par des universitaires français (profitant d'une mission à l'université Galatasaray), soit par d'anciens universitaires de la formation, affectés désormais dans d'autres universités – dont Galatasaray – les soutiens bénévoles s'épuisent.

« L'université ne paie rien, quasiment rien pour des cours extra. Par exemple un professeur de Galatasaray s'il vient enseigner ici pour un cours 2 heures par semaine, il est payé quasiment rien, des cacahuètes. 6 € ça fait 12 LT, non c'est 8 pour les professeurs, ça ne fait même pas le taxi, ça fait presque le bus. C'est ridicule. **Au début les gens venaient parce qu'il y avait un esprit, esprit francophone, il y avait quand même des échanges, maintenant il n'y a plus.** On ne peut pas... pendant des années, bon, on a prié nos collègues de venir... Bon, ils viennent, 2, 3 jours après, ils disent bon. **JC que vous avez rencontrée, qui est ancienne directrice, elle est partie il y a 5, 6 ans, presque 6 ans, directeur du département à Yeditepe, elle venait jusqu'à l'an dernier, ben elle a dit, c'est fini, je ne peux pas me permettre effectivement.** » (Directeur du DSPA, 2006-2011)

Une fois partis les universitaires français, le département apparaît totalement dépourvu de sens.

« PI- Moi ma philosophie, elle a toujours été au début, un département francophone ne peut pas fonctionner seulement avec des autochtones, aimant bien la France, aimant bien enseigner le français, francophiles et francophones et tout ce que vous voulez : ce n'est pas suffisant. Ce n'est pas suffisant, ce n'est pas suffisant, s'il n'y a pas un appui, s'il n'y a pas un encadrement, s'il n'y a pas un esprit, un esprit francophone. C'est normal, comment vous voulez persuader les étudiants qui ne sont pas du tout... Ils ont fait un an de français, de voir devant un Turc, comme moi... Enseigner en français, je peux, vous me comprenez bien n'est-ce pas ?

Vous me comprenez, mais eux ils me comprennent aussi, mais comprennent à peine. Après un an de français, alors qu'est-ce qu'ils disent ? Expliquez-nous en turc, une fois, mais une 3ème fois, on est obligé d'expliquer en turc. [...] Et trois cours après, la moitié du cours sera en turc. A ce moment-là l'opération est capotée en quelque sorte. Ça ne vient pas directement de la mauvaise volonté des enseignants, mais c'est l'esprit des choses. Mais s'il y avait un Français, il y a quand même des enseignants français de langue seulement, pas des matières premières comme on dit, mais des cours de français, ils sont obligés de parler français, bien sûr, ils parlent français, mais à vrai dire dans les cours principaux, les choses se compliquent. [...]

Donc, si on est entre nous, ça fait un jeu rigolo, moi je ne veux pas parler français avec mon collègue turc qui est aussi francophone que moi. [...]

PI- Pourquoi un département francophone, nous sommes payés par l'université de Marmara ? Nous sommes payés pour quoi ? Faire un département francophone en science politique ? C'est ça l'idée. Pourquoi faire un département francophone si on ne fait pas ce département avec des Français. Cela n'a pas de sens. [...] **Du moment que la France s'est retirée complètement, l'opération n'a pas de sens. Où l'opération a du sens, si j'ai envie de, moi je peux être devant un public, parler français, j'enseigne également en France, je vais aller enseigner en France, j'enseigne ici, je pars enseigner aux Etats-Unis, j'enseigne aux Etats-Unis, mais pourquoi enseigner en français avec... Je suis Français, ça va, je peux enseigner français. Si ce n'est pas une opération qu'on fait ensemble. Moi, une opération francophone se fait avec des Français. [...] C'est ça l'idée. Il ne faut pas..., il y a encore des collègues, ils me disent, maintenant le label francophone, c'est important. Je veux bien, je vais vous donner le...**

CT- C'est quoi le label francophone ?

PI- Le label veut dire département *francophone* de science politique, voilà. Département *francophone* en science politique. C'est moi-même qui ai fait le dépliant, c'est autre chose. Donc il faut quand même réfléchir, on ne dit pas... Par exemple, l'Université de Dakar peut maintenir la francophonie, l'Université d'Abidjan peut maintenir la francophonie, l'Université d'Alger peut maintenir la francophonie. Mais l'Université de Marmara, le département francophone, pourquoi, pourquoi le département francophone

sans qu'il n'y ait pas effectivement une opération ensemble avec la France. C'est la raison pour laquelle la France n'a pas envie effectivement de soutenir ce département, et dit que je n'ai pas d'argent. **Et pourquoi, côté turc on doit soutenir un département francophone, pour l'amour de la France, pour l'amour de la langue ? Oui, à la limite, mais l'amour ça s'effrite.** Cela s'effrite, non, moi je suis très franc envers l'Ambassadeur, le conseiller culturel, le conseiller universitaire. La France recrute des conseillers universitaires, je ne sais pas à quoi ça sert un conseiller universitaire, un conseiller culturel qui est là, bon culturel mais avec, n'est-ce pas, un conseiller culturel qui doit s'occuper des universités. C'est vrai la France a des liens avec des universités de toutes sortes, avec des universités turques, ça peut, il peut y avoir un lien avec l'université de Marmara, mais sans que le département soit francophone. La France a des liens avec les départements de langues, tout à fait, de philologie française, de lettres modernes, de philologie française. C'est vrai la France peut fournir des livres, tout à fait, pour la francophonie, c'est une langue étrangère qu'il faut apprendre. Mais un département francophone entre Turcs, enseigner la politique turque, le droit constitutionnel en français, ça n'a pas de sens. » (Directeur du DSPA, 2006-2011)

Les enseignants et/ou les universitaires français ne sont pas que des enseignants qui remplacent d'autres enseignants disposant - ou non - de compétences en langue française, comme de compétences scientifiques et disciplinaires, qui n'ont rien à envier à celles d'un universitaire français. Les compétences en français, l'insécurité linguistique, la question de la transmission de connaissances pointues au moyen d'une langue étrangère ne sont pas toujours le problème principal. Au-delà des questions langagières et disciplinaires, la question est relationnelle : les formations universitaires francophones sont vues comme relevant d'un échange équilibré entre partenaires. Elle est parfois identitaire : l'identité professionnelle des enseignants universitaires est disciplinaire ; elle n'est pas langagière. La dimension langagière d'enseignements en langue française peut même constituer une violence symbolique pour nombre d'universitaires locaux, comme le montrent plusieurs témoignages que nous avons recueillis.